



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## DE ROME

21 Juin 2022

### Sommaire

#### Actualité économique

- Le PIB devrait croître de 2,8% en 2022
- L'inflation repart à la hausse en mai
- Le marché du travail repart à la hausse.
- Industrie : les coûts augmentent au T1 2022
- L'export italien poursuit à la hausse

#### Politique européenne

- PNRR : L'Italie tiendra les délais du plan de relance

#### Actualité financière

- Exposition modérée du secteur bancaire italien à la Russie
- Unicredit et Intesa Sanpaolo restent en Russie mais réduisent leurs expositions
- Les trois principales banques ont enregistré une baisse de 41% de leur résultat net au T1 2022
- La dégradation du contexte macroéconomique et la perspective de la remontée des taux entraînent le spread à la hausse
- Les hausses des rendements obligataires et du spread pèsent sur le coût du service de la dette
- L'Italie doit réduire sa dette
- La Banque d'Italie poursuit la réduction de son impact sur l'environnement

#### Innovation

- Baisse des dépenses des entreprises en innovation
- Une révision du code de la propriété industrielle est en cours
- Les demandes de brevets italiens ont doublé en 2021

#### Mode

- La mode italienne dépasse ses niveaux 2019

#### Numérique

- Les achats en ligne poursuivent leur croissance

#### LE CHIFFRE À RETENIR

# +2,8%

La prévision de croissance du PIB de  
l'ISTAT pour 2022

# Actualité économique

## Le PIB devrait croître de 2,8% en 2022

Selon les dernières prévisions de [l'ISTAT](#), le PIB de l'Italie pourrait atteindre +2,8% en 2022 et +1,9% en 2023. La hausse serait tirée par la demande interne (+3,2%, puis +1,9%), tandis que la contribution de la demande externe sera négative en 2022 (-0,4pp) et nulle en 2023. La demande interne sera soutenue par l'investissement (+8,8%, puis +4,2%), et à un moindre titre par la consommation (+2,3%, puis +1,6%). Le taux d'emploi devrait s'améliorer, exerçant une pression à la baisse sur le taux de chômage (ramené à 8,4% en 2022, et 8,2% en 2023).

De son côté, la Commission européenne a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour [l'Italie](#). Tenant compte des effets de bord du conflit en Ukraine, de l'inflation et de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, elle prévoit une croissance égale à +2,4% cette année, et +1,9% en 2023. L'Italie ferait moins que la moyenne pour la zone euro (+2,7% en 2022, et +2,3% en 2023). La prévision antérieure (d'hiver) de la Commission pour l'Italie était de +4,1% et +2,3%.

La [Banque d'Italie](#), dans ses dernières prévisions, estime que la croissance se situerait à +2,6% (entre celles de l'ISTAT et celle de la Commission). Dans son intervention à l'occasion de la présentation du rapport annuel de la [Banque](#), le gouverneur a souligné que la guerre en Ukraine a dégradé les perspectives de croissance globale et l'incertitude s'est accrue drastiquement. Il estime que la prolongation du conflit en Ukraine devrait ôter globalement 2pp à la croissance du PIB italien en 2022 ainsi qu'en 2023, sans écarter pour autant l'hypothèse d'une détérioration plus forte en cas d'interruption totale de la fourniture de gaz.

Selon l'ISTAT, en [T1/2022](#), la croissance du PIB italien est restée positive, à +0,1% (après +0,6% en T4/2021). La demande interne a apporté une contribution de 0,4 pp, a contrario de la demande externe nette marquée par la hausse des importations (contribution de -0,3 pp). Si les ménages déploient un comportement attentiste (en réduisant la consommation de 0,8 pp), l'investissement est resté soutenu (+3,9 pp) grâce au secteur de la construction (+5,8% en VA) et la poursuite des investissements. Du côté de l'offre néanmoins, la production industrielle a enregistré un recul de 0,9 pp sur le trimestre. L'acquis de croissance reste inchangé à +2,6% en 2022.

## L'inflation repart à la hausse en mai

Selon les estimations préliminaires de [l'ISTAT](#), l'inflation en mai est à des niveaux records jamais vus depuis 1986. Un ralentissement a été perceptible en avril suite aux interventions gouvernementales sur l'énergie - qui ont interrompu la dynamique de croissance observée depuis 9 mois - portant l'inflation (en indice harmonisé - IPCH) à +6,3% sur une base annuelle). Mais en mai, l'inflation est repartie à la hausse, passant à +7,3%.

Selon [l'indice à la consommation italien](#) (NIC), la hausse des prix a été de +0,9% en mai sur une base mensuelle, et de +6,9% sur une base annuelle. La hausse est due à celle de l'énergie (+42,2% en mai) et en particulier des produits non administrés (+32,4%), à laquelle s'ajoute celles des produits alimentaires (+6,8%), et de certains services (transports +6% ; services culturels et récréatifs +4,4%). L'inflation sous jacente (hors énergie et produits alimentaires frais) connaît également une accélération à +3,3%. L'acquis d'inflation à fin mai était de +5,7% et de +2,5% hors énergie et produits alimentaires frais.

L'inflation hors énergie devrait atteindre 4,7% en 2022, avant de reculer à 2,6% en 2023 et revenir sous la barre des 2% les années suivantes (+1,7% en 2024 et 2025).

## Le marché du travail repart à la hausse.

D'après [l'ISTAT](#), l'Italie travaille plus. Le nombre d'heures travaillées a progressé de 1,5% au T1/2022 (comparé au T4/2021) et de 6,7% sur une base annuelle (comparé au T1/2021), soit plus vite que le PIB sur la même période (+0,1% et +6,2%). La hausse est tirée par la construction surtout (+9,8%), devant les services et l'industrie (+7,3% et +6,7%), tandis que le nombre d'heures travaillées baisse dans l'agriculture (-3,7%).

Au T1/2022, la population active occupée de l'Italie (22,9 millions) s'est enrichie de 120 000 unités par rapport au T4/2021. Le nombre de salariés s'établit à 17,98 millions, abondé plus par des CDD (+72 000, +2,4%) que des CDI (33 000, +0,2%). Les travailleurs indépendants (4,9 millions) progressent également (+15 000, +0,2%). Le nombre de chômeurs continue de reculer (-114 000, -5%). Le taux d'emploi des 15-64 ans se redresse et passe à 59,7% (+0,4 pp). Les taux de chômage (8,6%) et d'inactivité (34,7%) ont diminué faiblement (-0,5%).

Sur une année, le nombre d'actifs a progressé de 905 000 unités (+4,1%), porté pour une part par le travail précaire. Les CDD enregistrés sont de +412 000 (+16,3%) et les CDI de +369 000 (+2,6%); les travailleurs indépendants plus nombreux de +124 000 (+2,6%). Le nombre de chômeurs a reculé de 415 000 (-16%), et les inactifs de 846 000.

## Industrie : les prix à la production augmentent au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Inflation et guerre en Ukraine affectent l'activité productive. A fin avril, les prix à la production de [l'industrie](#) ont augmenté de 35,3% en base annuelle (+0,2% en base mensuelle). L'augmentation a touché tous les secteurs. Dans la construction, l'évolution est similaire : les prix ont progressé de 10,5% en base annuelle et 2,4% en base mensuelle.

Malgré la hausse des prix, plus forte sur le marché domestique que sur le marché d'importation, l'activité [industrielle](#) reste soutenue dans les principaux secteurs. On observe, à fin avril, un 3<sup>ème</sup> mois consécutif de hausse de l'indice de la production industrielle. Plus précisément, en base annuelle, sur 4 mois, les biens de consommation enregistrent la hausse la plus forte (+6,2%), devant les biens énergétiques (+3%) et les biens d'équipement (+1%), tandis que les biens intermédiaires stagnent (-0,4%). La hausse la plus nette est observée dans le secteur de l'industrie du textile-habillement où la production progresse de 11,2%. C'est plus que le secteur de l'énergie (coke et produits pétroliers raffinés +9%), ou la pharmacie (+8,1%).

Selon la Banque d'Italie l'activité productive devrait s'améliorer au T2/2022, bien que modestement.

[Selon la Confindustria](#), la hausse des prix de l'énergie et des matières premières affecte lourdement la compétitivité de l'économie italienne. L'impact sur les coûts de production serait égal à 8,8% en 2022 (5 pp au-dessus de celui de la France de 3,9% et de 2pp supérieur à celui de l'Allemagne de 6,8%). Dans le secteur manufacturier, l'impact pourrait aller jusqu'à +8% (7,2% pour l'Allemagne et 3,9% pour la France). L'augmentation de la facture d'énergie pour le seul secteur manufacturier serait de l'ordre de 2,3Md€ à 2,6 Md€ par mois (soit 27,3 à 31,8 Md€ sur un an). Pour l'économie, la hausse de la facture énergétique serait de 5,7 à 6,8 Md€ par mois (68-81 Md€ par an)

### L'export italien poursuit à la hausse

Au T1/2022, les exportations italiennes ont atteint de 145 Md€ (+23% par rapport au T1/2021). La hausse concerne le Nord Ouest et le Nord-Est (+23,1% et +24,2%), mais également le Centre (+24,2%), le Sud (+14,3%) et les îles (+58,4%). Toutes les régions observent une progression, à l'exclusion du Molise et de la Basilicate. La Lombardie a elle seule a contribué pour 6,2 pt à la croissance des exportations sur base annuelle. Les exportations de métaux de base et produits métalliques et celles de produits pétroliers raffinés expliquent la moitié de cette [croissance](#).

## Politiques européennes

### PNRR : L'Italie tiendra les délais du plan de relance

Lors du [Conseil des ministres du 25 mai](#), le président du Conseil s'est dit confiant dans l'atteinte de l'ensemble des 45 jalons et cibles d'ici le 30 juin, étape qui conditionne le décaissement de la 2<sup>ème</sup> tranche de fonds européens (environ 21 Md€). Début juin, 30 ont déjà été atteints et les 15 autres devraient l'être d'ici la fin du mois.

Parmi les objectifs déjà remplis figurent la loi sur la concurrence (un accord ayant été trouvé sur le renouvellement des concessions balnéaires), le vote de la réforme de la justice, la *legge delega* sur la réforme des marchés publics (elle prévoit notamment la mise en conformité avec le droit européen).

Le gouvernement a renforcé ses efforts de pédagogie et de transparence, en présentant les projets concrets portés par chaque ministère dans un [rapport complet](#). Le site public « [Italia Domani](#) » offre un suivi plus fin. Selon la plateforme indépendante « [OpenPNRR](#) » actualisée en temps réel, à cette date, 45% des réformes sont déjà adoptées sur la cible de 50% fixée pour le 30 juin, de même que 22% des investissements sur les 25% prévus.

Face à la crise ukrainienne et au renchérissement des prix des matières premières, l'Italie a également été précurseur par la mise à disposition de ressources supplémentaires afin de s'assurer de la pleine réalisation du plan.

## Actualité financière

### Exposition modérée du secteur bancaire italien à la Russie

A l'éclatement du conflit, les banques italiennes étaient, avec celles françaises, les plus exposées à la Russie (25,3 Md USD), devant celles autrichiennes (env. 22 Md USD). Parmi les plus exposées figurent Unicredit (env. 14,2 Md€), derrière Raiffeisen Bank (AT) et Société Générale (FR), ainsi qu'Intesa Sanpaolo (env. 5,5 Md€). A ces expositions s'ajoutent environ 6 Md USD sous la forme de garanties. L'exposition d'autres banques – dont certaines disposent de bureaux de représentation à Moscou (Monte Paschi di Siena, Banco BPM, Iccrea et Mediobanca) – reste en revanche marginale. L'activité des banques italiennes en Russie se concentre sur le soutien aux échanges bilatéraux et à l'approvisionnement en matières premières (dont les produits énergétiques) de la péninsule, la fourniture de services financiers (lignes de

crédits, financements ,etc.) au secteur productif russe et, aux services financiers aux épargnants privés.

### Unicredit et Intesa Sanpaolo restent en Russie mais réduisent leurs expositions

Unicredit possède la 12<sup>e</sup> banque commerciale en Russie (env. 15 Md€ d'actifs) spécialisée dans les services de détail aux particuliers et entreprises, le groupe employant 4 315 collaborateurs (5,6% du total) pour un chiffre d'affaires de 600 M€ (3,5% du total). Fin 2021, il comptabilisait 2 M de clients individuels et 30 000 entreprises, un réseau de 70 agences (88 au T1 2020) et un portefeuille de crédits estimé à 7,8 Md€ (env. 2% du total groupe). Les tensions entre la Russie et l'Ukraine avaient déjà pesé sur la stratégie du groupe qui fin janvier 2022 a abandonné le projet de rachat du groupe bancaire Otkritie (480 agences, 44 Md€ d'actifs). Sans se retirer du pays, Unicredit avait début mai réduit son exposition de 2 Md€, son administrateur-délégué estimant, dans le cas d'un « scénario extrême » à 5,2 Md€ le montant maximum de pertes liées à l'activité russe.

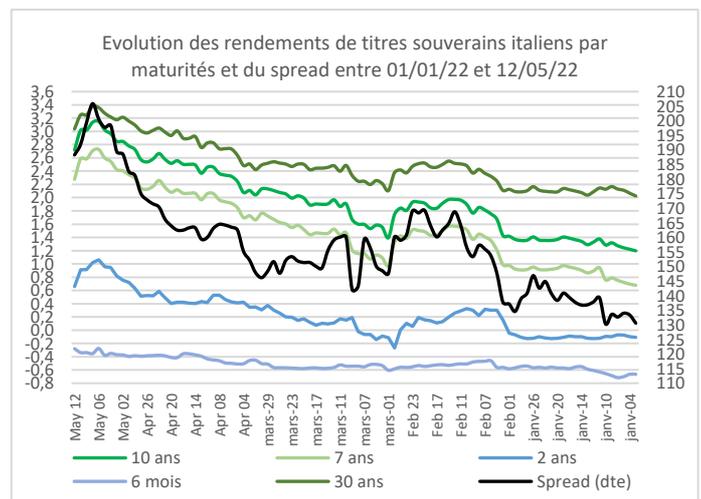
Intesa Sanpaolo détenait en 2020 la 14<sup>e</sup> banque en termes de volume de crédits accordés aux PME, la 10<sup>e</sup> pour celui accordé aux autoentrepreneurs. Le groupe fournit des prestations de services à plus de la moitié des opérations commerciales russo-italiennes, ainsi qu'à la plupart des projets d'investissements croisés (dont les financements des gazoducs « Blue Stream » (2000) et « Nord Stream », la privatisation de Rosneft). *Banca Intesa Russia* avait en 2020 un bilan de 1,1 Md€ (0,1% du total du groupe) et employait 980 collaborateurs dans 28 agences. Le groupe a créé en 2012 avec Gazprombank (filiale du groupe public Gazprom), une joint-venture (MIR Capital) spécialisée en capital-risque et capital-investissement (dans la limite de 300 M€) pour investir dans des entreprises italiennes et russes à haut potentiel. Le groupe est également présent en Ukraine (PravexBank, 0,3 Md€ d'actifs) avec 780 personnes dans un réseau de 45 agences. En réduisant également son exposition (4,3 Md€ résiduels fin T1 2022), le groupe a annoncé que sa présence en Russie faisait l'objet d'une « révision stratégique », son administrateur-délégué précisant être à la recherche d'un acquéreur pour ses activités russo-ukrainiennes. Depuis le début du conflit, le groupe n'a accordé aucun nouveau financement, ni souscrit aucun instruments financiers, liés à des contreparties russes et biélorusses.

### Les trois principales banques ont enregistré une baisse de 41% de leur résultat net au T1 2022

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les trois principales banques (Intesa Sanpaolo, Unicredit et Banco BPM) qui concentrent 55,3% de l'actif total du secteur, ont enregistré un repli en glissement annuel (g.a) de 41% de leur résultat net. Ce résultat s'explique par une hausse d'environ 250% des provisions sur

pertes (1,98 Md€) effectuées par Intesa Sanpaolo et Unicredit pour couvrir l'exposition aux marchés russe et ukrainien. Abstraction faite de ces provisions, les fondamentaux de ces groupes sont restés solides : dans un contexte de progression du PNB (+1,7% en g.a) tiré davantage par la marge nette d'intérêts (+1,9% en g.a) que les commissions nettes (+0,85% en g.a) affectées par les tensions sur les marchés financiers, les coûts opérationnels des trois groupes ont poursuivi leur repli (-3,7%). Sur la période, le volume de prêt à la clientèle a progressé de 1,2% en g.a, et ce malgré la levée progressive des dispositifs de moratoires courant 2021.

### La dégradation du contexte macroéconomique et la perspective de la remontée des taux entraînent le spread à la hausse



Dans son dernier rapport de stabilité financière (29 avril 2022), la Banque d'Italie estime que la dégradation des perspectives de croissance, associée à la remontée des taux d'intérêt, pourraient surtout « entraîner des pressions sur les finances publiques ».

Pour la Confindustria (lien), la normalisation progressive de la politique monétaire de la BCE devrait, en entraînant un durcissement des conditions d'accès au crédit, entraver la consommation des ménages et l'investissement des entreprises et affecter la dynamique de croissance. Cette perspective exerce une pression haussière sur les rendements des titres souverains de la zone euro en raison de la moindre appétence des investisseurs pour des titres obligataires à rendement fixe dans un contexte de forte inflation. Cette pression est davantage marquée pour les économies périphériques plus endettées comme l'Italie, qui ne disposent pas des marges de manœuvres budgétaires pour déployer des instruments en soutien de l'économie pour compenser la normalisation progressive de la politique monétaire (QE, taux négatifs). Par conséquent, la « prime de

risque » sur les titres italiens se renforce exerçant une pression haussière sur le *spread* .

### Les hausses des rendements obligataires et du *spread* pèsent sur le coût du service de la dette

Les analystes de la Banque d'Italie (rapport de stabilité financière), rejoints par ceux du ministère de l'économie et des finances (rapport de stabilité, avr. 2022) et son directeur de la dette (D. Iacovoni), estiment modéré l'impact immédiat d'un *spread* élevé sur les conditions de financements de l'Etat et ce en raison de l'exposition limitée de la dette publique au risque de taux (coût moyen historiquement bas des titres en circulation à env. 2%, seul 11,1% du stock indexé sur l'inflation, maturité moyenne à 7,11 ans fin 2021, contre 6,91 fin 2020) dans un contexte de poursuite du versement des ressources du PNRR à l'Italie. Une hausse soudaine et pérenne de 100 pb de la courbe des taux « *n'entraînerait qu'une hausse limitée du coût moyen à l'émission* ».

Dans ce scénario, le ministère de l'économie et des finances évalue à 2 Md€ le surcoût en termes de charges d'intérêts<sup>1</sup> la 1<sup>ère</sup> année, et 5,5 Md€ la 2<sup>e</sup> (soit 0,13 et 0,32% du PIB 2022 et 2023). Dans cette éventualité, la remontée des taux affectera la trajectoire de réduction de la dette publique dès 2023 (+0,4 pp par rapport au scénario de base), et sur le reste de la période de prévisions (+1,7 pp et +3,7 pp sur 2024-2025). Une évaluation plus récente de l'observatoire des comptes publics italiens de l'Université Cattolica de Milan (« impact d'une remontée des taux sur la charge d'intérêts ») estime qu'en cas d'une hausse de 100 pb sur l'ensemble de la courbe des taux (sur la base de ceux observés en avril 2022), le surcoût en termes de charges d'intérêts serait de 3 Md€<sup>2</sup> dans les 12 prochains mois et d'un total de 39,4 Md€ pour les 5 années successives<sup>3</sup>.

### L'Italie doit réduire sa dette

Bien qu'attendue par les marchés, l'annonce par la BCE le 9 juin d'un resserrement de la politique monétaire, avec une remontée des taux directeurs au 1<sup>er</sup> juillet (+0,25 pb), a mis sous tension la dette des pays périphériques de la zone euro. La hausse du *spread* entre le Btp italien à 10 ans et le Bund allemand - observable depuis le mois de février (au-dessus de 150 pb) - s'est subitement accélérée quelques jours. L'écart a dépassé 225 pb pour atteindre 252 pb le 14 juin, tandis que le rendement a dépassé les 4%.

L'augmentation de l'écart de rendements entre les taux des bons du trésor italiens et allemands ne reflète pas une

modification brutale des fondements, selon le gouverneur italien. L'économie italienne reste robuste avec une position extérieure nette positive, une industrie compétitive et exportatrice, et un endettement des ménages et des entreprises contenu. Plusieurs facteurs contribuent néanmoins à la hausse du *spread* : le haut niveau d'endettement de l'Italie, l'inflation, le ralentissement de la croissance du fait de la guerre en Ukraine, mais aussi la perspective des prochaines élections législatives en 2023 et ses répercussions sur la gouvernance.

La dette publique est un point de fragilité structurelle. A fin avril 2022, le stock de dette était de 2 758 Md€ à fin avril. L'annonce, à l'issue de son conseil extraordinaire du 15 mars, par la BCE du recours à la flexibilité (par le réinvestissement des titres obligataires souverains venant à échéance au titre du plan PEPP), et de la préparation d'un nouvel instrument en soutien des titres souverains des pays périphériques a réduit les tensions, en ramenant le *spread*.

### La Banque d'Italie poursuit la réduction de son impact sur l'environnement

La Banque d'Italie a publié le 10 mai son 1<sup>er</sup> rapport sur les investissements durables et les risques climatiques. L'institution a progressivement commencé dès 2019 à intégrer dans sa stratégie d'investissement et de gestion des portefeuilles actions et obligations éligibles (soit non liés aux opérations de politique monétaire), estimés à 210 Md€, des critères de durabilité ESG (*Environnement, Social & Governance*). Difficilement applicable au portefeuille d'obligataires souverains (la majorité du portefeuille d'investissement de la Banque d'Italie), ceux-ci l'ont été sur 16,1 Md€ d'actions « zone euro » gérés en interne (soit 85% du total de ses investissements actions), 2,8 Md€ d'actions USA-Japon et 1,7 Md€ de titres souverains « verts ». L'empreinte carbone du seul portefeuille « euro » a diminué de -33% en 2021 (-60% depuis 2018). La banque centrale a en outre diminué de 24% de l'intensité carbone de son portefeuille « actions zone euro », ainsi que de 21% et 14% sa consommation d'électricité et d'eau, et de 28% sa production de déchets. En soutien des organismes internes responsables des investissements et imposer les critères ESG dans les processus décisionnels, l'institution a créé un comité « changement climatique et durabilité ».

 Innovation

<sup>1</sup> Pour rappel, la charge d'intérêt s'est élevée à 63 Md€ en 2021 (soit 3,5% du PIB)<sup>3</sup> Dont 36,7 Md€ sur le renouvellement de 892 Md€ parvenant à maturité.

<sup>2</sup> Dans le détail, 2 Md€ de surcoût pour le roulement d'environ 329 Md€ titres en circulation parvenant à échéance entre mai 2022 et avril 2023, et 1 Md€ pour les quelques 96 Md€ de nouvelles émissions.

### Baisse des dépenses des entreprises en innovation

Sur la période 2018-2020, les entreprises avec plus de 10 salariés qui ont mené des [activités innovantes](#) sont en baisse d'environ 5 pp par rapport à la période 2016-2018 (50,9% contre 56%). Cette contraction, due notamment à l'urgence sanitaire, a concerné 64,8% des entreprises innovantes.

La capacité à l'innovation est plus diffusée dans les grandes entreprises (70,2 %) que les petites (43,5 %). L'industrie se confirme le secteur le plus dynamique (58,5% des entreprises a mené des activités innovantes), mais aussi le plus affecté par la baisse des investissements en innovation (-7,2 pp par rapport à 2016-2018). Le secteur des services accuse une baisse plus contenue (-3,9 pp), tandis que celui de la construction enregistre une hausse des activités innovantes de 3,3 pp. Parmi les industries, les entreprises de R&D observent la hausse la plus élevée (+9,6 pp), suivie par la fabrication des appareils électroniques (+5,8 pp) et le commerce de détail (+5,7 pp). En revanche le secteur pharmaceutique réduit les investissements innovants (-0,9 pp).

### Une révision du code de la propriété industrielle est en cours

Le Conseil des ministres du 4 mai 2022 a approuvé le [projet de loi portant sur la révision du code de la propriété industrielle](#), inscrit dans le Plan stratégique de réforme du système de la propriété industrielle pour lequel ont été allouées 30 M€ des ressources du PNRR. Parmi les innovations introduites avec la révision du Code, sont à noter une plus grande simplification et numérisation des procédures administratives, la protection temporaire des dessins et modèles dans le cadre des salons professionnels, la possibilité de différer le paiement des redevances de brevet (tout en protégeant le brevet dès la date de dépôt de la demande), le renforcement de la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits vis-à-vis des phénomènes d'imitation.

### Les demandes de brevets italiens ont doublé en 2021

En 2021, les demandes de brevets de l'Italie auprès de [l'Office européen des brevets \(OEB\)](#) ont augmenté de 6,5%, soit une croissance presque doublée par rapport à 2020 (+3,4%). Avec un total de 4 919 demandes de brevets déposées (sur un total de 188 600 demandes), l'Italie se situe au 11<sup>ème</sup> rang mondial, derrière la Suède et devant la Danemark et au-dessus de la croissance moyenne européenne (à 2,7%). Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, le secteur des transports est le moteur de l'innovation italienne avec plus de 400 demandes de brevets, en hausse de 8,1% par rapport à 2020. Parmi les secteurs les plus innovants, figure la technologie médical (341 demandes de brevets, soit +6,9%), l'ingénierie civil (284, +5,8%), les instruments de mesure, y inclus l'internet des objets (226,

+4,6%) et l'ameublement et les jeux (210, +4,3%). La Lombardie, 1<sup>ère</sup> région d'Italie en termes de demandes de brevets, a déposé 31,5% du total des demandes italiennes, se situant au 12<sup>ème</sup> rang des régions européennes les plus innovantes. Dans ce dernier classement, figurent également l'Emilie-Romagne (18<sup>ème</sup>), la Vénétie (22<sup>ème</sup>) et le Piémont (30<sup>ème</sup>). A l'échelle nationale, les Abruzzes enregistrent la plus forte croissance de demandes avec la déposition de 135 brevets (en hausse de 175% par rapport à 2020). Parmi les entreprises les plus demandeuses de brevets, Fanmeccanica Data, entreprise de robotique et d'automatisation basée à Chieti, est la plus active (85 demandes de brevets déposés), suivie par le fabricant de produits du tabac, G.D. (54), Pirelli (52), Chiesi Farmaceutici (42), Saipem (37) et Eni (36).

## Mode

### La mode italienne dépasse ses niveaux 2019

Selon la Chambre de la mode, le chiffre d'affaires de la mode italienne à fin 2022 s'élèvera à 92 Md€ en hausse de 10,5% par rapport à 2021 et de 2,5% par rapport à 2019. Cette croissance est tirée notamment par les exportations qui atteindront 75,4 Md€ (+11% par rapport à 2021) contre 71,5 Md€ en 2019. Parmi les marchés les plus dynamiques, se situent la Chine (+42,1%), les Etats-Unis (+39,7%) et la France (+22%). Le 1<sup>er</sup> bimestre 2022 a été très prometteur : le chiffre d'affaires et les exportations ont enregistré un bond respectivement de 25% et 23% par rapport à la même période 2021. Cependant, le conflit russo-ukrainien, le renchérissement des prix de l'énergie et le *lockdown* en Chine représentent une menace pour toute la filière.

## Numérique

### Les achats en ligne poursuivent leur croissance

Selon [l'Observatoire du commerce électronique Netcomm](#), en 2021 l'e-commerce italien a enregistré une hausse de 14% par rapport à 2020 atteignant une valeur de 45,9 Md€. Cette croissance a été tirée par les achats de services (11,9 Md€, soit +28% par rapport à 2020) et notamment par la reprise des voyages (+33%) et de l'évènementiel en présentiel. Les achats de biens, quant à eux, ont atteint 34 Md€, soit +10%. Le secteur le plus dynamique est l'agroalimentaire (+17%), suivi par l'habillement (+10%) et l'informatique et l'électronique de consommation (+7%).



Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information sur l'industrie et le développement durable: « **Sostenibile** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication :

Directeur de la publication :

Revu par :

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Service économique régional de Rome

Frédéric KAPLAN

Laura TORREBRUNO

Marie-Céline FAVIER, Federica MERCANTI, Benoît LEMONNIER, Clarisse PROHIN

[rome@dgtresor.gouv.fr](mailto:rome@dgtresor.gouv.fr)

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Rome

Clause de non-responsabilité : le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.